

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARABELLE SOLUTIONS (ex GE THERMAL MANUFACTURING)

3 Avenue des Trois Chênes
90000 Belfort

Références : UID257090/SPR/CJ/ST 2025 - 0106A
Code AIOT : 0005901928

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement ARABELLE SOLUTIONS (ex GE THERMAL MANUFACTURING) implanté 3 avenue des Trois Chênes TSA 60010 90041 Belfort. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les résultats des campagnes d'analyse imposées par l'arrêté du 20 juin 2023 pour rechercher l'éventuelle présence de PFAS dans les rejets aqueux industriels mettent en exergue qu'une part significative des ICPE, préalablement identifiées, émettent des PFAS.

Dans la continuité de l'action nationale menée en 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible.

Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS. C'est à ce titre que la Direction Générale de la Prévention des Risques a demandé à l'inspection des installations classées de contrôler au cours de cette année la bonne mise en œuvre des plans d'action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARABELLE SOLUTIONS (ex GE THERMAL MANUFACTURING)
- 3 avenue des Trois Chenes TSA 60010 90041 Belfort
- Code AIOT : 0005901928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement ARABELLE SOLUTIONS est spécialisé dans la construction de turbines à vapeur. L'établissement est situé au sein d'un parc industriel comprenant par ailleurs, les sociétés GE VERNOVA et ALSTOM TRANSPORT, ainsi que diverses sociétés agissant en sous-traitance. Ce parc industriel fait partie du parc d'activité dénommé "Techn'hom".

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Sans objet
5	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	Mesure de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats réalisés lors de l'inspection est estimé conforme ; l'exploitant veillera à poursuivre sa surveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.</p> <p>Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a réalisé trois campagnes d'analyses des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux en janvier, juillet et août 2024, puis a transmis l'ensemble de ses résultats via la plateforme GIDAF, conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014.</p> <p>Par la suite, l'exploitant a réalisé de nouvelles campagnes d'analyses de ses rejets, qu'il a transmis également via la plateforme GIDAF, ainsi que des analyses dans les eaux souterraines et les eaux d'alimentation (réseau AEP).</p> <p>A noter : lors de l'inspection, ont été corrigées les données concernant le point de rejet I', situé non pas en aval du site comme indiqué initialement mais en amont, réceptionnant les eaux pluviales ruisselant sur la colline aux abords du site (occupée par des habitations et une zone forestière).</p> <p>La modification apportée sur l'identification de ce point, collectant les eaux de ruissellement en amont du site, a modifié sensiblement les résultats en flux des AOF (9,92g/j -> 1,54g/j) et de la somme des 20 PFAS (1,45g/j -> 0,55g/j)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur les trois campagnes d'analyses menées entre janvier et août 2024 sur l'ensemble des points de</p>

rejets d'eaux industrielles, les concentrations de PFOS ont toujours été inférieures à la limite de quantification.

Dans les analyses suivantes, menées entre mai et octobre 2025, l'exploitant a relevé une valeur maximale en PFOS en point H - seul point où a été détectée cette substance - de 2,63µg/l en octobre 2025.

L'ensemble des résultats présentés pour la substance PFOS se situe en-dessous de la valeur limite d'émission de 25 µg/l.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant a procédé à l'inventaire dans les conditions prescrites par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Il a été réalisé à partir des fiches de données de sécurité.

La présence de PFAS a été identifiée dans les émulseurs du système de sprinklage, ces émulseurs seront changés en 2026/2027. Des analyses complémentaires sont en cours pour définir la nature exacte des substances per- et polyfluoroalkylées dans ces émulseurs.

Cet inventaire fera l'objet d'une mise à jour régulière, en cas d'intégration de nouveaux produits sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14

Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

Prescription contrôlée :

<p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société ARABELLE est responsable des rejets de la plateforme sur laquelle sont située également GE Gaz et ALSTOM.</p> <p>Pour ce qui concerne son activité propre, ARABELLE est en zéro rejet, avec élimination des effluents aqueux dans une filière agréée (sauf pour les rejets issus des tours aéroréfrigérantes, envoyés au réseau d'eaux usées après analyse) et rejette uniquement des eaux pluviales susceptibles (voirie) ou non (toiture) d'être souillées.</p> <p>Au vu du plan des réseaux, l'inventaire réalisé et des informations ci-dessus, la seule source potentielle de substances per- et polyfluororalkylées se trouve être l'émulseur.</p> <p>L'exploitant a entrepris la qualification, par des analyses complémentaires, des PFAS présents dans les émulseurs présents sur site, et envisage une substitution de ces émulseurs à horizon 2027.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures d'investigation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mené les investigations nécessaires à la bonne connaissance et à la compréhension de la présence de substance per- et polyfluororalkylées sur son site.</p> <p>Les éléments déjà présentés aux points de contrôle n°1, 3 et 4 ont permis de comprendre les</p>

<p>résultats obtenus lors des différentes campagnes d'analyses.</p> <p>Des analyses complémentaires ont été menées par l'exploitant sur l'eau souterraine, ainsi que sur l'alimentation en eau du site (réseau AEP).</p> <p>NB : Des investigations complémentaires pourraient utilement être menées, en interne à la plateforme industrielle, auprès des deux autres industriels présents - GE gaz et ALSTOM - afin de mieux définir l'origine des PFAS relevée dans les analyses (hors émulseurs).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesure de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées
<p>Constats :</p> <p>Afin d'avoir une meilleure connaissance et un suivi des potentiels rejets en PFAS de la plateforme industrielle, dont ARABELLE détient la responsabilité de la qualité des rejets, l'exploitant a entrepris :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une démarche de surveillance mensuelle pendant 6 mois avec ajout des résultats sur GIDAF (surveillance en cours au jour de l'inspection) - une recherche dans les eaux souterraines via le réseau de piézomètres (analyse réalisée et transmise à l'inspection, montrant une présence d'AOF) - une recherche amont dans l'eau de ville, <p>ainsi qu'une caractérisation des PFAS présents dans les émulseurs présents sur le site.</p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, il pourrait être utilement mené des investigations complémentaires internes à la plateforme, au droit des rejets spécifiques aux sites GE gaz et ALSTOM, afin de définir leur contribution dans les résultats établis jusqu'à présent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>